

1-1. Présentation de l'association

Identification

Nom : Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes

Sigle : CMSEA ESPOIR

Objet :

Activités principales réalisées : Sauvegarder et promouvoir les possibilités d'accès à l'autonomie, à la dignité et à la solidarité pour les personnes en difficulté

Adresse du siège social : 47 rue Dupont des Loges CS 10271

Code postal : 57506

Commune : METZ Cedex 01

Téléphone : 03 87 75 40 28

Télécopie : 03 87 37 30 80

Adresse de correspondance, si différente du siège :

Code postal :

Commune :

L'association est-elle (cocher la case) : nationale ☐ départementale ☒
régionale ☐ locale ☐

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association (*indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle*) :

Fédération Addiction, Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant, Association Nationale des Points d'Accueil – Ecoute Jeunes

Votre association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☒ Lesquelles?

Le Président, Gilles THEPOT

Identification du représentant légal (président ou autre personne désignée par les statuts)

Nom : THEPOT

Prénom : Gilles

Téléphone : 03 87 75 40 28

Courriel : servicecentral@cmsea.asso.fr

Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention

Nom : MAUGOUST

Prénom : Lydie

Téléphone : DIRECTRICE CMSEA ESPOIR

Courriel : espoirdirection@cmsea.asso.fr

Identités et adresses des structures relevant du secteur marchand avec lesquelles l'association est liée :

Pour un renouvellement, ne compléter que les informations nouvelles ou mises à jour.

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2018 ou date de début : 01/01/18 date de fin : 31/12/18

CHARGES	Montant ¹	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	4 709 030€	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	727 807€
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	1 303 871	74- Subventions d'exploitation²	5 736 825€
Autres fournitures	3 405 159	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	1 875 555€	- 73 – Dotations et tarifications	52 484 242
Locations	1 072 058	- 74 – Subventions d'exploitations	4 883 593
Entretien et réparation	529 594	Région(s) :	
Assurance	273 903	-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	3 200 414€	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	898 436	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Publicité, publication	14 774	-	
Déplacements, missions	288 934	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	1 998 270	-	
63 - Impôts et taxes	3 696 801€	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	3 569 055	-	
Autres impôts et taxes	127 746	-	
64- Charges de personnel	39 616 311€	Fonds européens	
Rémunération des personnels,	27 813 125	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	11 803 186	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante	2 969 325€	75 - Autres produits de gestion courante	215 899€
66- Charges financières	134 193€	Dont cotisations, dons manuels ou legs	215 899
67- Charges exceptionnelles	357 708€	76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	2 841 356€	78 - Reprises sur amortissements et provisions	1 089 152€
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	59 400 693€	TOTAL DES PRODUITS	59 400 693€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	59 400 693€	TOTAL	59 400 693€

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative).